

commune sur le fait que nous considérons que pendant un certain temps subsistera dans le pays une démocratie bourgeoise, larvée et boiteuse, mais démocratie tout de même.

La bourgeoisie française pour rétablir les bases mêmes de son profit se trouve dans l'obligation d'instaurer un pouvoir fort et d'écraser la classe ouvrière, mais la classe ouvrière n'est pas écrasée. D'autre part, les raisons de politique extérieure militent également actuellement contre le pouvoir fort qui présentement s'exprime par la politique de "grandeur" politique sur laquelle la bourgeoisie est profondément divisée. L'ensemble de ces causes, contradictoires aboutit à un régime démocratique avec des caractères de bonapartisme de plus en plus marqués. C'est dans le cadre de cette brève analyse que doit se placer le problème du référendum.

Les partis bourgeois comme les partis ouvriers s'efforcent de restreindre à tout prix sur le plan constitutionnel les divergences qui les opposent. Duclos comme Schumann et Mayer entendent préserver à tout prix le Tripartisme, et limitent sciemment leur discussion, et la lutte dans le pays sur le problème constitutionnel. Sur ce plan notre opposition de principe reste pleine et entière. Nous continuons à dénoncer l'enfant bâtard de la collaboration de classes, nous dénonçons le caractère de charte du système de l'exploitation capitaliste, de la misère dont la constitution est l'expression. Nous condamnons l'essence de la politique stalinienne exprimée dans le débat par Jacques Duclos :

" Sans doute la constitution soumise au vote de l'Assemblée est-elle loin de correspondre à nos conceptions, elle n'est pas la constitution de nos rêves et ce disant, je ne veux pas parler d'une constitution communiste, je veux parler d'une constitution démocratique dans le cadre du régime capitaliste".

Mais actuellement, le débat risque par la logique même du vote parlementaire, de déborder le cadre de la constitution pour entrer dans le domaine d'une lutte politique active entre d'une part les partis bourgeois et les deux partis ouvriers. Placés sur ce terrain, nous devons éclairer complètement par une critique sans merci de la politique de collaboration de classes des partis ouvriers. Nous devons exprimer clairement que le problème n'est pas le oui ou le non même à une "constitution démocratique dans le cadre du régime capitaliste" mais le front unique à une offensive de la bourgeoisie contre la classe ouvrière dont le référendum est le prétexte.

#### REVENDEICATIONS DEMOCRATIQUES ET REVENDEICATIONS TRANSITOIRES.

A la lumière de la discussion sur le référendum, nous pouvons éclairer la liaison entre le problème des revendications démocratiques avec les revendications transitoires. Il est clair que nous devons dénoncer le caractère anti-démocratique de la "constitution" et notre critique ne sera jamais assez mordante. Mais nous apercevons immédiatement que le problème dépasse le cadre des revendications démocratiques pour se lier à celui des revendications transitoires. Notre politique doit se résumer ainsi :

"Le P.C.I. est pour une constitution qui donne au peuple le pain, la paix et la liberté" et cette constitution ne peut être qu'anti-capitaliste. Ainsi la liaison avec l'échelle mobile, les nationalisations sans indemnité ni rachat, le plan basé sur les comités ouvriers se trouvent pleinement réalisés et l'objectif de lutte anti-capitaliste clairement établi.